

# Table des matières

Sommaire	5
Préface	7
<b>TITRE IV. Le droit des obligations et des contrats spéciaux*</b>	9
Introduction	9
Chapitre I. Définitions et classification des obligations	11
I. Notions - Caractéristiques	11
A. Définitions	11
B. Caractéristiques	12
II. Classification des obligations	13
A. Obligations de donner, faire ou ne pas faire	13
1. Critère de distinction : objet de l'obligation	13
2. Effet de la distinction sur la règle de droit	14
B. Obligations de moyen ou de résultat	15
1. Critère de distinction : étendue de l'obligation	15
2. Effet de la distinction sur la règle de droit	16
Chapitre II. Les sources des obligations	17
Section I. Les contrats	19
Sous-section I. Notions	20
Sous-section II. Principaux contrats de droit civil	21
I. La vente	21
A. Définition et caractéristiques	21
B. Obligations du vendeur	23
1. Obligation de délivrance	23
2. Obligation de garantie	23
a. Garantie d'éviction	23
b. Garantie des vices cachés	25
C. Obligations de l'acheteur	26
1. Obligation de paiement du prix convenu	26
2. Obligation de retirement	27

---

\* Ce titre fait suite au « Titre I. Introduction : les droits subjectifs civils », au « Titre II. Le droit des personnes et des familles » et au « Titre III. Le droit des biens, les droits réels et la théorie des sûretés » parus dans les deux précédents volumes (voy. MASSAGER, N., *Les bases du droit civil – Tome I. Droit familial, régimes matrimoniaux, successions* et *Tome II. Droit des biens, droits réels, théorie des sûretés*, Limal, Anthemis, 2013).

D.	Différentes sortes de vente civile	27
1.	Vente à l’essai	27
2.	Vente à réméré	28
3.	Vente avec arrhes	28
4.	Vente d’une chose future	29
5.	Vente avec élection de command	30
6.	Ventes réglementées	30
II.	L’échange	31
A.	Définition	31
B.	Régime juridique	32
III.	Le louage	32
1°	Le louage d’ouvrage	32
A.	Définition - distinction	32
B.	Obligations de l’entrepreneur	33
1.	Obligation de conseil	34
2.	Obligation d’exécution du travail convenu	34
3.	Responsabilité de l’entrepreneur	34
C.	Obligations du maître de l’ouvrage ou client	34
1.	Obligation de réception	34
2.	Obligation de prendre livraison	35
3.	Obligation de paiement du prix convenu	35
2°	Le louage de choses	35
A.	Définition	35
B.	Obligations du bailleur	36
1.	Obligation de délivrance	36
2.	Obligation d’entretien et de réparation	36
3.	Obligation de garantie	37
a.	Garantie du fait personnel	37
b.	Garantie du fait des tiers	37
c.	Garantie des vices cachés	37
C.	Obligations du preneur	38
1.	Obligation de meubler l’immeuble	38
2.	Obligation de jouir de la chose en bon père de famille	38
3.	Obligation de procéder aux réparations locatives	38

4.	Obligation de paiement du loyer	39
5.	Obligation de restitution	39
D.	Baux relatifs à la résidence principale du preneur	39
IV.	Le prêt	41
1°	Le prêt à usage ou commodat	41
A.	Définition	41
B.	Obligations de l'emprunteur ou commodataire	42
1.	Obligation d'un usage conforme à la destination de la chose	42
2.	Obligation de garde et de conservation de la chose	42
3.	Obligation de restitution	42
4.	Perte fortuite de la chose prêtée	43
C.	Obligations éventuelles du prêteur ou commodant	43
1.	Obligation de remboursement des dépenses extraordinaires	44
2.	Responsabilité pour le préjudice causé à l'emprunteur	44
2°	Le prêt de consommation ou « <i>mutuum</i> »	44
A.	Définition	44
B.	Obligations de l'emprunteur	44
1.	Obligation de restitution	44
2.	Obligation de paiement des intérêts	46
C.	Obligation éventuelle du prêteur	46
V.	Le dépôt	47
1°	Le dépôt ordinaire	47
A.	Définition	47
B.	Obligations du dépositaire	47
1.	Obligation de garde	47
2.	Obligation de restitution	48
3.	Perte fortuite de la chose mise en dépôt	48
C.	Obligations du déposant	49
1.	Obligation de remboursement de toutes les dépenses de conservation	49
2.	Responsabilité pour le préjudice causé au dépositaire	49
3.	Obligation de paiement de la rémunération	49

	2° Le dépôt irrégulier	49
	3° Le dépôt nécessaire	50
	4° Le dépôt séquestre	51
VI.	Le mandat	52
	A. Définition	52
	B. Obligations du mandataire	53
	1. Obligation d'exécuter le mandat	53
	2. Obligation de reddition des comptes	53
	C. Obligations éventuelles du mandant	53
	1. Obligation de rembourser les dépenses faites par le mandataire	53
	2. Obligation de payer la rémunération du mandataire	53
VII.	Le cautionnement	53
	A. Définition	53
	B. Obligations de la caution à l'égard du créancier	54
	C. Mesures de protection particulières de la caution à titre gratuit	55
	D. Recours de la caution à l'encontre du débiteur	56
VIII.	La transaction	57
	A. Définition	57
	B. Obligations des parties	57
	1. Obligation d'exécuter les engagements transactionnels	57
	2. Mettre fin au litige en cours ou s'abstenir de toute action judiciaire	58
Sous-section III.	Classification des contrats	58
I.	Contrats nommés ou innommés	58
	A. Critère de distinction : existence d'un cadre légal spécifique	58
	B. Effet de la distinction sur la règle de droit	60
II.	Contrats consensuels, réels ou solennels	62
	A. Critère de distinction : mode de formation	62
	B. Effet de la distinction sur la règle de droit	63
III.	Contrats synallagmatiques ou unilatéraux	64
	A. Critère de distinction : existence d'obligations réciproques	64
	B. Effet de la distinction sur la règle de droit	66

IV.	Contrats à titre onéreux ou à titre gratuit	67
A.	Critère de distinction : existence d'une contre-prestation dans le chef de chaque cocontractant	67
B.	Effet de la distinction sur la règle de droit	70
1.	Intérêt de la distinction entre les contrats à titre onéreux et à titre gratuit	70
2.	Intérêt de la distinction entre les contrats commutatifs et aléatoires	72
V.	Contrats principaux ou accessoires	72
A.	Critère de distinction : autonomie d'existence	72
B.	Effet de la distinction sur la règle de droit	73
VI.	Contrats instantanés ou successifs	73
A.	Critère de distinction : durée de l'exécution des prestations	73
B.	Effet de la distinction sur la règle de droit	74
VII.	Contrats « <i>intuitu personae</i> » ou « <i>non intuitu personae</i> »	74
A.	Critère de distinction : prise en considération des qualités personnelles du cocontractant	74
B.	Effet de la distinction sur la règle de droit	75
Sous-section IV.	Principes fondamentaux du régime contractuel	76
I.	Le principe de l'autonomie de la volonté	77
A.	Portée de la règle	77
B.	Exceptions	78
1.	L'ordre public, les bonnes mœurs et les lois impératives	78
a.	L'ordre public	78
b.	Les « bonnes mœurs »	79
c.	Les lois impératives	79
d.	Régime des nullités	80
2.	Les contrats d'adhésion	80
II.	Le principe du consensualisme	81
A.	Portée de la règle	81
B.	Exceptions	81
III.	Le principe de la « convention-loi »	82
A.	Contenu de la règle	82
B.	Portée de la règle	82
1.	Interdiction de toute modification ou résiliation unilatérale	82

a.	La règle	82
b.	L'exception	83
2.	Interdiction de toute intervention extérieure	83
a.	La règle : pas d'intervention du juge	83
b.	Les exceptions prévues par la loi	84
c.	L'exception prévue par la jurisprudence	85
IV.	Le principe d'exécution de bonne foi	86
Sous-section V.	Conditions de validité des contrats	89
I.	Principes	89
A.	Composition complexe	89
B.	Éléments constitutifs essentiels généraux	89
C.	Éléments constitutifs essentiels spéciaux	90
D.	Éléments constitutifs essentiels spécifiques	90
E.	Éléments constitutifs accidentels	90
II.	Le consentement	91
A.	Conditions de validité du consentement	91
1.	Le consentement repose sur une volonté consciente	91
2.	Le consentement doit être intentionnel	91
3.	Le consentement doit être sérieux	91
4.	Le consentement doit être sincère et réel	92
B.	La théorie de la simulation	92
1.	Notion et licéité	92
2.	Différents types de simulation	93
3.	Effets juridiques de la simulation	94
a.	Entre les parties	94
b.	À l'égard des tiers	95
C.	La théorie des vices de consentement	96
1.	L'erreur	97
a.	Définition	97
b.	Effets juridiques	97
2.	Le dol	100
a.	Définition – Caractéristiques – Conditions	100
b.	Effets juridiques	101
c.	Erreur et dol	102
3.	La violence	103

a.	Définition – Caractéristiques – Conditions	103
b.	Effets juridiques	104
4.	La lésion	105
a.	Définition	105
b.	Cas de lésion et effets juridiques	106
III.	La capacité	109
IV.	L'objet	111
A.	Notion	111
B.	Conditions de validité de l'objet	111
1.	L'objet doit être possible	111
2.	L'objet doit être licite	112
3.	L'objet doit être certain	112
4.	L'objet doit porter sur une chose dans le commerce	113
V.	La cause	113
Sous-section VI.	Processus dynamique de formation des contrats	114
I.	Les pourparlers préliminaires	114
A.	Notion	114
B.	Absence d'effet juridique	115
II.	L'offre et l'acceptation de l'offre	116
A.	Notion et éléments constitutifs	116
B.	Effets juridiques	116
C.	Contrats entre absents : théorie de la réception	117
D.	Responsabilité précontractuelle	118
III.	La promesse unilatérale de contrat	118
A.	Notion	118
B.	Effets juridiques	118
IV.	Autres stades précontractuels éventuels	119
Sous-section VII.	Interprétation des contrats	120
I.	Notion	120
II.	Règles d'interprétation	120
A.	La recherche de la volonté commune des parties	120
B.	Le respect de la foi due aux actes	120
C.	Principes d'interprétation	121
1.	Préceptes énoncés par la loi	121

2.	Préceptes dégagés par la jurisprudence	122
3.	Préceptes issus des usages et de l'équité	122
D.	Interprétation préférentielle	123
III.	Qualification	123
Sous-section VIII.	Effets des contrats	124
I.	Deux grands principes applicables aux effets des contrats	124
II.	Notions de « parties contractantes » et de « tiers »	125
A.	Les parties elles-mêmes	125
B.	Les personnes représentées	125
C.	Les ayants cause universels ou à titre universel	126
D.	Les créanciers qui agissent par voie d'action oblique	127
1.	Définition	127
2.	Champ d'application	128
3.	Conditions d'exercice	128
a.	L'inaction du débiteur	128
b.	L'intérêt personnel à agir du créancier	129
c.	L'existence d'une créance certaine et exigible	129
4.	Effets de l'action oblique	129
III.	Principe de la relativité des effets internes	130
A.	Le principe	130
B.	Les exceptions	131
1.	La stipulation pour autrui	131
a.	Définition et applications	131
b.	Conditions de validité spécifiques	132
c.	Effets de la stipulation pour autrui	133
2.	L'action directe	135
a.	Définition	135
b.	Condition d'exercice	135
c.	Effets de l'action directe	136
3.	Prohibition de la promesse pour autrui	137
a.	La convention de porte-fort : fausse exception	137
b.	Effets juridiques	138
IV.	Principe de l'opposabilité des effets externes	139



A.	Le principe	139
B.	Les exceptions	141
1.	L'action paulienne	141
a.	Définition	141
b.	Conditions d'exercice	142
c.	Effets de l'action paulienne	142
2.	L'action en déclaration de simulation	143
Sous-section IX. Inexécution des contrats		144
I.	L'exécution en nature	145
A.	Primauté de l'exécution en nature	145
B.	Exécution forcée du jugement de condamnation <i>ad ipsam rem</i>	146
C.	Astreinte	147
II.	La responsabilité contractuelle	148
A.	La responsabilité : notions et distinctions	148
1.	Responsabilité civile et pénale	148
2.	Responsabilité contractuelle et extracontractuelle	148
B.	Conditions de la responsabilité contractuelle	149
1.	Le contrat	150
2.	La faute	150
a.	Notion et critère de droit commun	150
b.	Condition d'imputabilité	152
3.	Le dommage	153
4.	Le lien de causalité	154
C.	Effets de la responsabilité contractuelle	155
D.	Clauses dérogatoires	155
1.	Les clauses exonératoires, restrictives ou extensives de responsabilité	156
2.	Les clauses pénales	157
E.	Les causes d'exonération de responsabilité	158
1.	Notions et caractéristiques	159
2.	Effet libératoire de responsabilité	160
3.	Exceptions à l'effet libératoire	161
a.	Application de la règle « <i>genera non pereunt</i> »	161
b.	Clause contraire expresse	161

	c. Dérogation légale	161
	d. Effet de la mise en demeure	161
III.	L'inexécution des contrats synallagmatiques parfaits	162
	A. L'exception d'inexécution	163
	1. Notion	163
	2. Effet juridique	164
	B. La résolution judiciaire	165
	1. Notion	165
	2. Effet juridique	165
	3. Le pacte comissoire exprès	166
	C. La théorie des risques	166
	1. Notion	166
	2. Inexécution fortuite temporaire	167
	3. Inexécution fortuite définitive	168
	Sous-section X. Dissolution des contrats	170
	I. Modes de dissolution <i>ex tunc</i>	171
	A. L'annulation	171
	B. La rescision	173
	C. La résolution	173
	D. La révocation	173
	II. Modes de dissolution <i>ex nunc</i>	174
	A. La résiliation bilatérale	174
	B. La résiliation unilatérale	174
	C. La dissolution des contrats <i>intuitu personae</i>	175
	D. La théorie des risques	175
	E. La caducité	175
	Section II. Les quasi-contrats	175
	Sous-section I. Notion	175
	Sous-section II. La gestion d'affaires	176
	I. Définition	176
	II. Conditions légales	177
	A. Le gérant ne devait pas être obligé d'intervenir	177
	B. L'intervention devait être nécessaire	177
	C. L'intervention devait être désintéressée	178
	D. Le gérant devait avoir l'intention de se faire rembourser	178

III.	Effets juridiques de la gestion d'affaires	178
A.	<i>Ab initio</i> : obligations du gérant à l'égard du géré	178
1.	Poursuite de la gestion entreprise	178
2.	Gestion en bon père de famille	179
3.	Reddition de comptes	179
B.	Ensuite : obligations du géré à l'égard du gérant	179
1.	Obligation de ratification par le géré	179
2.	Refus de ratification par le géré	180
C.	Obligations du gérant et du géré à l'égard des tiers	180
Sous-section III.	Le paiement indu	183
I.	Définition	183
II.	Conditions légales	183
A.	Existence d'un paiement <i>sensu stricto</i>	183
B.	Caractère indu du paiement	184
1.	Inexistence objective de la dette	184
2.	Inexistence subjective de la dette	185
C.	Aucune autre condition	186
III.	Effets juridiques	186
A.	Obligation de l' <i>accipiens</i>	186
1.	Objet de la restitution si l' <i>accipiens</i> est de bonne foi	186
2.	Objet de la restitution si l' <i>accipiens</i> est de mauvaise foi	187
B.	Obligation du <i>solvens</i>	187
Sous-section IV.	L'enrichissement sans cause	188
I.	Notion	188
II.	Conditions d'application	189
A.	Transfert de valeurs	189
B.	Lien de causalité	189
C.	Absence de cause	190
D.	Caractère subsidiaire	191
III.	Effets juridiques	192
Section III.	Les délits et quasi-délits	192
Sous-section I.	Notion	192
Sous-section II.	La responsabilité du fait personnel	194
Sous-section III.	Les responsabilités complexes	195

I.	Responsabilité complexe du fait d'autrui	195
A.	Notion et conditions d'application	195
B.	Responsabilité complexe des parents pour des faits commis par leurs enfants mineurs	196
C.	Responsabilité complexe des enseignants pour des faits commis par leurs élèves	197
D.	Responsabilité complexe des commettants pour des faits commis par leurs préposés	198
II.	Responsabilité complexe du fait des choses	199
A.	Responsabilité complexe du gardien d'une chose atteinte d'un vice	199
B.	Responsabilité complexe du fait des animaux	200
C.	Responsabilité complexe du fait de la ruine d'un bâtiment	202
	Sous-section IV. La responsabilité objective	203
Chapitre III.	La théorie générale des obligations	204
Section I.	Modalités particulières de certaines obligations	204
Sous-section I.	Le terme et la condition	205
I.	Introduction	205
A.	L'obligation pure et simple	205
B.	L'obligation affectée d'un terme suspensif	205
C.	L'obligation affectée d'une condition suspensive	205
D.	L'obligation éventuelle	206
E.	L'obligation purement éventuelle	206
II.	Le terme	207
A.	Le terme suspensif	207
1.	Le terme de droit	207
a.	Effets juridiques existant dès avant l'échéance du terme	207
b.	Effets juridiques produits par l'échéance du terme	208
2.	Le terme de grâce	209
B.	Le terme extinctif	210
III.	La condition	211
A.	Notions et validité	211
1.	Définition et caractéristiques	211
2.	Validité	212

a.	La condition ne peut dépendre de la seule volonté du débiteur	212
b.	La condition ne peut pas être impossible ou illicite	213
B.	La condition suspensive	213
1.	Principe	213
2.	Effets juridiques	214
a.	Effets juridiques « <i>pendente conditione</i> »	214
b.	Effets juridiques produits par la réalisation de la condition	215
c.	Effets juridiques produits par la défaillance de la condition	216
C.	La condition résolutoire	217
Sous-section II.	Les obligations à sujets multiples	217
I.	Notions	217
A.	Définition	217
B.	Mécanisme juridique	218
C.	Régimes juridiques	219
II.	Les obligations conjointes	219
A.	Définition	219
B.	Effets juridiques	219
III.	Les obligations solidaires	220
A.	Définition et sources	220
B.	Effets juridiques	221
IV.	Les obligations indivisibles	222
A.	Définition et sources	222
B.	Effets juridiques	222
V.	Les obligations <i>in solidum</i>	223
A.	Définition et sources	223
B.	Effets juridiques	224
Sous-section III.	Les obligations à objets multiples	225
Section II.	La transmission des obligations	225
Sous-section I.	Introduction	225
I.	Notion	225
II.	Distinctions	226
Sous-section II.	La cession de créance	227

I.	Définition et principes	227
II.	Effets juridiques	228
	A. Effets de la cession entre parties	228
	B. Effets à l'égard des tiers	228
	1. Opposabilité de la cession au débiteur cédé	229
	2. Opposabilité de la cession aux autres tiers	230
	Sous-section III. La cession de dettes	231
	Sous-section IV. La cession de contrats	231
Section III.	L'exécution des obligations	232
	Sous-section I. L'exécution volontaire : le paiement	232
I.	Notions	232
	A. Définition	232
	B. Distinction	232
	C. Nature juridique	233
II.	Les parties au paiement	234
	A. Qui doit payer : le <i>solvens</i>	234
	1. Principes	234
	2. Paiement par un tiers	234
	B. À qui payer : l' <i>accipiens</i>	235
	1. Principes	235
	2. Exceptions	236
	a. Cas où le paiement à l' <i>accipiens</i> n'est pas libératoire	236
	b. Cas où le paiement à une personne autre que l' <i>accipiens</i> est libératoire	237
III.	Que payer : l'objet du paiement	237
	A. Les règles générales du paiement	237
	1. Tout paiement suppose une obligation	237
	2. Le paiement doit porter sur l'objet de l'obligation, rien de plus ni de moins	237
	3. Le paiement doit porter sur l'intégralité de l'obligation	238
	B. Les règles particulières du paiement d'une obligation pécuniaire	238
	C. La dation en paiement	239
IV.	Les modalités du paiement	240

A.	Quand payer : le moment du paiement	240
B.	Où payer : le lieu du paiement	240
V.	Payer la dette d'autrui : le paiement avec subrogation	241
A.	Notion et nature juridique	241
B.	Sources et conditions légales	242
1.	Sources	242
2.	Conditions légales	243
C.	Effets juridiques	243
1.	Effet extinctif lié au paiement	243
2.	Effet translatif lié à la cession de créance	243
Sous-section II.	L'exécution forcée	244
I.	Les mesures de conservation du patrimoine du débiteur	244
II.	Les instruments de l'exécution forcée	245
A.	La mise en demeure	245
B.	L'obtention d'un titre exécutoire	247
C.	Les moyens de contrainte	247
1.	La contrainte sur la personne du débiteur	247
2.	La contrainte sur le patrimoine du débiteur	248
III.	La déconfiture civile	248
Section IV.	L'extinction des obligations	249
Sous-section I.	La novation	250
Sous-section II.	La remise de dettes	251
I.	Remise de dettes	251
II.	Remise du titre de la dette	252
Sous-section III.	La compensation	254
I.	Notion et fonction	254
II.	Effets juridiques	254
III.	Sortes de compensation	255
A.	Compensation légale	255
1.	Définition et portée	255
2.	Conditions légales	256
3.	Exceptions	257
B.	Compensation conventionnelle	257
C.	Compensation judiciaire	258
Sous-section IV.	La confusion	258
Sous-section V.	La <i>rechtsverwerking</i>	259

Chapitre IV. La théorie des preuves	259
Section I. Le régime de la preuve en matière civile	259
I. Système de preuve réglementé et hiérarchisé	259
II. Prééminence de la preuve écrite	260
Section II. Les modes de preuve	261
Sous-section I. La preuve littérale	261
I. Les actes authentiques	261
II. Les actes sous seing privé	262
Sous-section II. La preuve testimoniale	263
Sous-section III. La preuve par présomptions	263
Sous-section IV. L’aveu	264
Sous-section V. Le serment	265
Adages exprimés en latin	266
Bibliographie : short list	267